

Octave NOËL (1846-1918), historien et financier

Octave Eugène NOËL

Né à Poissy, le 9 février 1846.

Fils d'Adolphe Noël, 22 ans, instituteur, et de Céline, Ernestine, Françoise Amyot.

Marié à Paris VII^e, le 4 juin 1874, avec Henriette Marie Angèle Vidal (divorcés le 10 août 1903). Dont :

— Octave Adolphe Joseph (1875-1922), critique théâtral.

Remarié à Paris XVI^e, le 14 avril 1904, avec Amélie Virginie Héloïse Schmeider (1859-1945), sœur du coulissier Julien-Eugène Schmeider, dont il était l'un des commanditaires.

Chef de la statistique à la Banque de France.

Secrétaire général de l'Association pour la défense de la liberté commerciale et industrielle et pour le maintien et le développement des traités de commerce (« Ligue libre-échangiste »)(1878).

Collaborateur, puis rédacteur en chef (octobre-décembre 1880) du journal bonapartiste l'*Ordre de Paris*.

Administrateur de la Banque auxiliaire, Union parisienne et provinciale (décembre 1880).

Administrateur adjoint (mai 1884), puis titulaire (mai 1891) des [Messageries maritimes](#).

Professeur du cours de l'histoire du commerce (janvier 1886), puis d'économie politique (1894-1912) à l'École des hautes études commerciales.

Vice-président (et président de la délégation parisienne) des Hospitaliers-sauveteurs bretons (mars 1886).

Administrateur du comité de Paris de la [Banque de Tunisie](#) (mai 1886).

Administrateur de la [Société foncière de l'Oued-Zargua](#) (mai 1889).

Administrateur (juillet 1889), puis président de la [Société agricole et immobilière franco-africaine \(Enfida\)](#),

Administrateur des [Salines de Madagascar](#) (février 1890),

Administrateur de la Société marseillaise de crédit (avril 1890)(maison-mère de l'Enfida),

Administrateur de la [Société des aciéries, hauts fourneaux et forges de Trignac](#) (décembre 1890).

Administrateur de la [Compagnie des Grands travaux d'utilité publique de l'Indo-Chine](#) (S.A., avril 1890)(affaire Saint-Mathurin) : tentative de mainmise sur le port de Tourane. Liquidateur en août 1895.

Président de la [Société des Salines de Diégo-Suarez](#) (Bruxelles)(1895), allié à Guffroy, de la Banque parisienne.

Administrateur de la [Compagnie des mines d'or de la Guyane hollandaise](#) (mars 1896, encore allié à Guffroy, de la Banque parisienne,

Vice-président de la Société Torladès à Paris (1899) : société portugaise spécialisée dans le commerce de porto dont le chef était l'agent des Messageries maritimes à Lisbonne. Liquidation en 1915.

Président de la Société de géographie commerciale de Paris, en remplacement du prince Roland Bonaparte (janvier 1903),

Vice-président de la Fédération des industriels et des commerçants français (mai 1903), fondée par André Lebon, patron des Messageries maritimes.

Président de la Banque générale industrielle (février 1901), transformée en Société Franco-Italienne de Crédit pour le Commerce et l'Industrie (1902) : faillite,

Administrateur de la Caisse mutuelle industrielle et commerciale (1907),
et de La Réunion Française (ca 1912) : assurances.

Membre du Syndicat agricole des colons français en Tunisie (1912).

Administrateur du Coton filé (octobre 1912)

de la Société des pays orientaux : toutes affaires en Europe orientale (juillet 1914),

et de la Société des bains de mer et du Cercle des étrangers à Monaco (décembre 1917).

Œuvres

Histoire de la ville de Poissy (1869).

Histoire de la famille royale de Suède (avec V. de Girard de Charbonnière), Paris, impr. de Arbién, Lejay et Cie, 1870.

« La Banque de France sous la commune », *Revue de France*, mars 1872.

Le commerce extérieur de la France depuis 1848 (1875).

Histoire du commerce extérieur de la France depuis la Révolution, Paris, Guillaumin, 1879.

Libre-échange et protection. L'Industrie et les traités de commerce, Paris, E. Rouveyre, 1879.

Autour du foyer : causeries économiques et morales, Paris, G. Charpentier, 1881.

Étude historique sur l'organisation financière de la France, Paris, Charpentier, 1881.

L'achèvement du réseau et les conventions avec les grandes compagnies, Paris : aux bureaux de la Revue britannique, 1883.

Les chemins de fer d'intérêt local, Paris : aux bureaux de la Revue britannique, 1883.

La question des tarifs de chemins de fer, Paris : Guillaumin, 1884.

Les chemins de fer en France et à l'étranger : étude financière et statistique, Paris, Berger-Levrault, juillet 1887.

Les banques d'émission en Europe, Paris : Berger-Levrault, 1888.

Histoire du commerce du monde, depuis les temps les plus reculés, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1891-18906, 3 vol.

Résumé du cours d'économie politique professé à l'École des Hautes études commerciales par M. Octave Noël, Paris, A. Pedone, 1900.

Le socialisme et la question sociale, Paris, A. Pedone, 1902.

Chevalier de la Légion d'honneur du 25 juillet 1879 (min. Finances), parrainé par Adolphe d'Eichthal : publiciste, lauréat de l'Académie française.

Chevalier du Mérite agricole (janvier 1898) : ancien président de l'Enfida.

Membre de l'Académie des Sciences du Portugal (1907).

Décédé en son château de Montrion (Loir-et-Cher), fin juillet 1918.

VARIÉTÉS

(*Le Journal des débats*, 6 décembre 1877, p. 3)

Autour du foyer, causeries économiques et morales, par M. Octave Noël, membre de la Société d'économie politique et de la Société d'histoire de France. 1 vol. Chez Charpentier.

Le titre de ce livre indique le but que l'auteur s'est proposé en l'écrivant. Si M. Octave Noël avait voulu nous donner un traité dans les formes d'économie politique, j'aurais laissé à de plus compétens que moi le plaisir et le soin d'apprécier une œuvre didactique qui se serait adressée surtout aux hommes du métier. Mais c'est à la grande masse qu'il a destiné ces excellentes causeries où les ignorans auront en effet beaucoup à apprendre, et où ceux qui ne savent que superficiellement seront heureux de préciser les notions un peu vagues qui flottent dans leur esprit.

L'économie politique est devenue aujourd'hui une science universelle; tout le monde doit la connaître, au moins dans ses élémens principaux. Malheur à celui qui dédaignerait ce que Rossi a justement appelé « cette partie si essentielle de l'éducation populaire ». Malheur surtout au pays qui ne porterait pas une vive lumière sur les lois invariables qui président à la formation et à la distribution de la richesse. Nous avons appris par une dure expérience de combien de dangers l'erreur en pareille matière pouvait être suivie. On se rappelle l'époque, encore peu éloignée, où la France, traversant une des crises morales les plus graves de son histoire, en était arrivée à cet état de perturbation intellectuelle, que les fondemens mêmes de tout ordre social et politique semblaient ébranlés par des doctrines subversives qui niaient à la fois la propriété et la liberté ? Le mal a peu duré. Le socialisme est né et a disparu chez nous en quelques années. Les discussions sur le capital, le droit au travail, l'impôt progressif, l'égalité des salaires, le crédit gratuit et illimité, etc., etc., après avoir agité le pays de la manière la plus grave se sont enfin éteintes dans le silence de l'oubli. « Les épidémies morales, comme les épidémies physiques, a dit M. Thiers dans l'admirable Manifeste qu'il nous a laissé comme le résultat dernier de son expérience politique, durent un temps, et, quand elles ont régné dans un pays, passent dans un autre. Le socialisme s'est transporté dans des pays voisins, puissans et glorieux, qui s'en préoccupent sans s'en faire un sujet d'épouvanté, parce qu'ils savent que la peur sincère ou affectée ne sert qu'à rendre les épidémies plus dangereuses, et reconnaissent qu'aux épidémies morales il n'y a de remède efficace que le temps, la raison et la liberté. C'est ainsi que nous nous sommes débarrassés du socialisme et qu'on s'en délivrera dans tous les pays qui en sont atteints, a

M. Thiers a dit vrai : c'est par le temps, par la liberté, et surtout par la raison, que nous nous sommes débarrassés du socialisme. Il a suffi de mettre à nu le vide profond des théories au moyen desquelles on avait failli fasciner la société et la pousser à sa perte, pour faire émigrer une maladie morale qui n'était heureusement pas encore devenue mortelle. Nous avons été guéris avant d'être dangereusement atteints. Le socialisme n'a pas résisté à une discussion sérieuse, approfondie, rapidement vulgarisée et popularisée par des milliers d'écrivains dont la plume vaillante nous a sauvés d'un péril gué la force-brutale n'aurait point conjuré. M. Thiers lui-même a été l'un des premiers, l'un des plus actifs, et le plus éloquent de ces écrivains.

Son beau livre sur la *Propriété*, véritable modèle d'exposition et d'argumentation politiques, a porté aux écoles socialistes et communistes un coup dont elles ne se sont pas relevées. On a reproché à M. Thiers de s'être joué la surface des questions économiques, au lieu d'entrer dans le fond même des problèmes, pour les résoudre avec la méthode rigoureuse d'un métaphysicien ou d'un économiste doctrinaire.

M. Thiers supportait facilement ce reproche. On sait avec quel invincible scepticism il avait l'habitude d'accueillir les prétentions de l'économie politique officielle. À ses yeux, l'économie politique n'était pas une science ; c'était simplement une branche particulière, une division essentielle d'une science plus vaste que tous les moralistes et tous les philosophes de tous les temps ont connue, pratiquée, professée, et qui n'a pas attendu, pour faire son apparition dans le monde, le fameux livre d'Adam Smith sur la *Richesse des nations* et les premiers essais des physiocrates au dix-huitième siècle. Que ce jugement fût juste ou non, peu importe à ! M. Thiers n'en avait pas moins raison de préférer aux démonstrations abstraites, aux théories d'apparence scientifique, un enseignement simple, naturel, que chacun pût comprendre et dont tout le monde fût à même de profiter. Si l'économie politique était restée entourée du grand appareil et de l'échafaudage compliqué dont ses inventeurs l'avaient environnée, elle ne serait jamais sortie d'un cercle restreint, d'un groupe étroit d'esprits cultivés et tandis que les théoriciens auraient élevé péniblement leurs savantes constructions, les révolutionnaires pratiques auraient eu le temps de renverser la société avec tout ce qu'elle contient de sciences, de systèmes, de doctrines et de théories plus ou moins dignes d'admiration ou de respect. Les ouvrages populaires et élémentaires nous ont préservés de ce cataclysme. Le bon sens des masses, mis en éveil par quelques écrits où la clarté du style n'excluait ni la profondeur des idées ni la force des raisonnemens, a rejeté avec dégoût les paradoxes et les sophismes sous lesquels on cherchait à l'étouffer. Nous venons de parler du livre de M. Thiers. Mais comment oublier les charmans pamphlets de Bastiat, l'excellent Manuel d'économie politique de M. Baudrillard, les miniers de conférences de nos principaux économistes, l'*A B C du Travailleur* de M. About, et cette multitude innombrable de volumes et de brochures qui viennent chaque jour encore étendre la propagande des bonnes doctrines et propager la réfutation des utopies malsaines que nous verrions réapparaître bien vite si nous cessions un seul instant de les combattre ?

Pour que les livres d'économie politique populaire soient au courant de nos besoins actuels, il faut cependant qu'ils perdent le caractère trop général qu'ils ont eu jusqu'ici. Le socialisme étant mort, il peut être bon de jeter encore quelques pelletées de terre sur son tombeau, mais il serait aussi inutile que fastidieux de l'enterrer sur nouveaux frais chaque matin.. Une science qui veut marcher ne doit pas remonter sans cesse à ses origines. Les premiers résultats une fois acquis, et définitivement acquis, il est nécessaire de faire un pas en avant, après avoir jeté un coup d'œil rapide sur la route déjà parcourue. Sans cela, ce serait toujours à recommencer. De son côté, la vulgarisation a pour devoir de suivre la science et d'avancer avec elle. Personne n'ignore aujourd'hui ce que c'est que la richesse, le capital, le revenu, le travail, le salaire, la production, la consommation, la coopération, etc., et les grandes lois qui régissent les élémens fondamentaux de la société n'ont plus de secrets pour les intelligences tant soit peu cultivées. Ce serait peine perdue que de prendre sans cesse en mains la défense de la propriété, la justification du capital ou de l'hérédité ! Tout a été dit sur ces sujets essentiels, on ne pourrait plus que tomber dans les répétitions. Mais la science économique ne se borne pas à une sorte d'apologie morale des grands faits sociaux, à une démonstration méthodique de la légitimité des droits sur lesquels ils reposent. Après avoir établi fortement ces assises indestructibles et chassé pour toujours ceux qui voudraient les saper, elle va plus loin ; elle passe des grands aux petits rouages ; elle entre dans le détail elle démonte pièce par pièce la machine industrielle, commerciale et financière, elle montre comment se forme, non plus en théorie, mais dans la pratique, la richesse publique ; comment elle s'étend, se développe, se répand à l'infini, et par quels procédés ingénieux les peuples civilisés sont arrivés à la porter à son plus haut degré de puissance et de fécondité. Ce n'est rien que d'avoir prouvé aux ouvriers, aux paysans, aux petits capitalistes, à tout le monde enfin, que les principes éternels des sociétés sont justes et moraux, si vous ne leur faites pas voir en outre qu'une application

intelligente de ces principes augmente .merveilleusement la fortune particulière des individus et la prospérité générale des États. Cette seconde argumentation, c'est-à-dire l'argumentation par les faits, est plus convaincante encore que la première. Si vous voulez persuader aux masses que l'organisation matérielle du monde moderne est une œuvre admirable contre laquelle se révolte seulement une folie criminelle, exposez-leur nos procédés actuels d'échange, nos systèmes monétaires, le mécanisme des billets de banque, les bienfaits du crédit, les services des lettres de change, des billets à ordre, des chèques, des effets de commerce en général ; racontez-leurs à travers quelles épreuves, quels tâtonnemens, quels essais souvent désastreux ces grandes inventions ont été amenées au point de délicatesse et de perfection où nous les voyons aujourd'hui ; parlez-leur de la liberté commerciale et des dangers de la prohibition qui nous menace encore ; montrez-leur par quel sage emploi des forces individuelles chacun peut se mettre à l'abri de la pauvreté, de la misère, de tous les fléaux qu'entraînent l'imprévoyance et la mollesse ; apprenez leur que les économies des moins fortunés sont conservées et accrues par les Caisses d'épargne ; faites-leur comprendre que l'État a des besoins semblables à ceux des particuliers, et qu'il ne peut y pourvoir autrement qu'eux ; obligez les contribuables ignorans qui ont regardé jusqu'ici le budget comme un ennemi à reconnaître, enfin qu'il n'y aurait sans lui ni sécurité privée, ni travaux publics, ni gloire nationale, ni prospérité générale ; dites-leur ce que c'est que l'impôt, l'emprunt, la dette, la rente, etc., etc. ; et, lorsque vous aurez poussé jusqu'au bout cette grande démonstration, soyez sûr que vous aurez introduit la lumière dans les esprits les plus obtus et adouci les âmes les plus rebelles. « L'erreur est la cause du malheur des hommes », dit M. Octave Noël dans l'épigraphe de son livre. Dissipez l'erreur en répandant les connaissances pratiques, et vous aurez beaucoup fait, sinon pour le bonheur des hommes pris isolément, au moins pour celui des hommes réunis en société.

Nous ne connaissons pas de livre plus digne d'obtenir ce résultat que celui de M. Octave Noël. Ces conversations familières sur les grands sujets économiques et moraux ont précisément le mérite de sortir des théories .pour embrasser le vaste champ de la science financière telle que l'ont faite les progrès modernes. M. Noël ne s'attarde pas longtemps aux généralités doctrinales ; il y consacre un certain nombre de chapitres très nets, très succincts, qui suffisent amplement à satisfaire l'esprit du lecteur. Mais, dès qu'on a traversé ces inévitables préambules, on entre de plain-pied dans des régions moins souvent parcourues et que tout le monde a le plus grand intérêt à explorer en détail. [Les trois quarts de l'ouvrage sont consacrés aux institutions de crédit et d'épargne, aux banques de dépôt, d'escompte et de circulation.](#) M. Octave Noël ne se contente pas d'exposer l'état actuel de ces établissemens en France et dans la plupart des pays civilisés ; il remonte à leur origine, il raconte leur histoire, il rappelle par quelle série de développemens ils sont arrivés à l'état où nous les voyons aujourd'hui, il indique les perfectionnemens qu'il leur reste encore à recevoir pour répondre à tous les besoins et satisfaire à toutes les exigences d'une richesse publique sans cesse grandissante. C'est là, on s'en aperçoit sans peine, un des principaux objets de ses études. Il le traite avec un soin particulier, avec une sorte de plaisir qu'on ne tarde pas à éprouver soi-même en le lisant. Si l'on voulait se rendre compte, d'un premier coup d'œil, de la méthode d'exposition de M. Octave Noël, de la facilité de son talent, de la lucidité de son style, dont la simplicité élégante est parfaitement appropriée aux sujets économiques, il faudrait lire tout d'abord les chapitres qu'il a consacrés à la Banque, aux billets de banque, à la lettre de change, au chèque, etc. Rien de plus instructif et de plus attachant à la fois. Le public populaire n'est pas le seul qui puisse y apprendre beaucoup. Combien d'hommes cultivés, combien d'esprits distingués d'ailleurs, sont d'une ignorance regrettable sur des matières qui devraient entrer désormais dans toute éducation libérale ! Que dis-je ? Souvent, les hommes politiques eux-mêmes, les

membres de nos assemblées parlementaires ne sont, pas beaucoup plus avancés sous ce rapport que la plupart de leurs mandataires. Que de fois les notions les plus simples de la science financière n'ont-elles point été méconnues et perverties, dans les débats de nos Chambres, par l'aveuglement ou la légèreté des orateurs ! Le défaut d'idées précises et correctes a fait ainsi dévier bien des discussions. Sur les questions d'impôts, les erreurs ont été encore plus nombreuses, encore plus dangereuses. Il est si facile de se laisser séduire au mirage des théories décevantes lorsqu'on n'a pas un fonds d'instruction très solide qui vous préserve des entraînements !

Les livres comme celui de M. Octave Noël, en vulgarisant les principes de la Science financière, en les mettant à la portée de toute personne qui ne recule pas devant quelques heures de lecture utile et agréable, peuvent donc rendre les plus grands services à la société. Et qu'on ne croie point, encore une fois, qu'ils ne s'adressent qu'au peuple, qu'aux ignorans ! À part les hommes spéciaux, il n'est personne qui n'ait quelque chose à y recueillir. Lorsqu'on ne s'adonne pas, sinon d'une manière exclusive, au moins d'une manière sérieuse et suivie, à l'étude des questions économiques, on s'avise rarement d'aborder les grands traités sur les banques, sur les impôts, sur les emprunts. Quelques uns de ces traités sont admirables il y en a même qui sont regardés à bon droit comme des chefs-d'œuvre; mais leur forme scientifique en éloigne la majorité des lecteurs. Il faut des ouvrages plus simples, plus élémentaires, plus courts pour l'usage de tous. Si ces ouvrages sont bien faits, s'ils répondent complètement à l'objet pour lequel ils ont été écrits, s'ils joignent la solidité à la clarté, ils ont, dans leur genre, autant de mérite et ils rendent plus de services que les grands traités. Il n'y a pas de science dont les principes essentiels et les résultats pratiques ne puissent être expliqués en termes clairs que chacun soit en mesure de comprendre avec un peu d'application. Les détails techniques seuls échappent à la vulgarisation. « Je ne connais pas de sujets obscurs, disait M. Thiers, je ne connais que des esprits obscurs. » H. faudrait ajouter qu'aucun sujet n'est ennuyeux, à moins qu'il ne soit exposé par un esprit ennuyeux. L'économie politique a la réputation d'être très compliquée et très fatigante écoutez cependant un économiste éclairé, aimable, un causeur spirituel comme M. Octave Noël, et vous trouverez un véritable charme à cette science si peu attrayante au premier aspect. C'est que M. Octave Noël n'est pas seulement économiste : il est historien, moraliste, au besoin littérateur et érudit. Il sait rattacher à l'économie politique une foule de réflexions heureuses et de souvenirs piquants qui réveillent et retiennent l'attention. Chacune de ces causeries commence soit par une anecdote, soit par une allusion soit par un récit, soit par une observation philosophique qui met tout de suite l'esprit en haleine. On entre dans le sujet presque sans s'en douter, on le traverse sans effort, et on le quitte juste au moment où il risquerait de devenir ardu. Si parfois un raisonnement est sur le point de s'allonger un peu trop, M. Octave Noël trouve aussitôt le moyen d'en relever la monotonie par quelque réflexion heureuse ou quelque exemple bien choisi. Il est toujours en verve, toujours de bonne humeur, toujours prêt à aiguillonner l'esprit du lecteur. On croirait, en l'écoutant, être autour d'un de ces foyers, hélas trop rares, auquel le titre de son livre nous fait penser, où les esprits s'élèvent, où les cœurs se réchauffent par l'échange d'idées saines et fortifiantes, dans des conversations aussi charmantes qu'instructives qui se prolongent jusqu'au terme des soirées d'hiver.

Je ne ferai à M. Octave Noël qu'un seul reproche, ou plutôt, car le mot reproche serait ici bien déplacé, je ne lui adresserai qu'une seule observation. Il a, selon moi, le défaut de tous les hommes qui cultivent passionnément une science ; il attache à cette science une importance excessive, il lui attribue une portée qu'elle n'a pas, il attend d'elle des bienfaits qu'elle ne saurait donner. À Dieu ne plaise que je veuille nier les services de l'économie politique ! Elle en a rendu d'immenses, et je viens de dire qu'elle nous avait peut-être préservés d'une révolution sociale dont nous avons quelque sujet de nous croire menacés il y a bien près de trente ans. Elle a imprimé, de plus, à

l'industrie et au commerce contemporains un essor .incomparable, en faisant éclater à tous les yeux les merveilles du crédit, les avantages de la liberté des échanges, l'admirable et inépuisable fécondité du travail délivré de toutes les entraves du monopole et de la prohibition. Mais a-t-elle transformé, comme le proclame M. Octave Noël, l'histoire, la géographie, le droit ; a-t-elle écarté les connaissances humaines des sentiers battus, pour leur ouvrir les sphères les plus élevées et les faire marcher à pas de géant dans la voie du progrès ? Ces expressions sont trop magnifiques pour être entièrement exactes. L'économie politique est assez grande et assez haute par elle-même ; à quoi sert d'en faire une sorte de science universelle qui contiendrait et exhausserait toutes les autres ? C'est à tort également qu'on exagère l'influence qu'elle exerce d'une manière indirecte sur la morale. Entre l'idée sur laquelle repose la morale, c'est-à-dire l'idée du devoir, et celle sur laquelle repose l'économie politique, c'est-à-dire l'idée de l'intérêt, il y a un abîme, abîme profond que rien ne comblera. Vous démontrez, il est vrai, que les conseils de l'intérêt s'accordent presque toujours avec ceux du devoir ; mais qu'importe ! Croyez-vous que les deux notions se confondent jamais dans l'esprit et dans le cœur de l'homme ? Vous aurez beau persuader aux masses que l'organisation des sociétés est fondée sur des lois immuables, invincibles qu'il faut de toute nécessité que les uns possèdent le capital et que les autres travaillent pour le faire fructifier ; vous n'aurez rien fait si vous ne remplissez pas les âmes des sentimens de responsabilité morale et de droit. Que fait un pauvre, dont les bras fatigués suffisent à peine à une tâche aussi cruelle que mal rétribuée, l'ordre merveilleux et incommutable qui règne dans la production de la richesse publique ? L'inégalité est le fondement éternel de tout système social, et, quels que soient les progrès de l'humanité dans sa marche ascendante vers un avenir meilleur, elle n'arrivera jamais à réaliser un état de choses où la justice distributive à l'égard des individus ne soit pas profondément froissée.

En montrant l'impossibilité de changer le cours inévitable de la nature, la science n'inspire ni la résignation, ni la patience, ni le dévouement. Je citais tout à l'heure l'épigraphe du livre de M. Octave Noël : « L'erreur est la cause du malheur des hommes. » Le livre se termine par une phrase plus optimiste et plus affirmative encore : « Le jour, dit M. Octave Noël, où l'économie politique, avec ses deux bases fondamentales la *liberté* et la *propriété* sur lesquelles ses créateurs ont échafaudé la merveilleuse structure de nos sociétés modernes, sera répandue et vulgarisée, dissipant .les préjugés grossiers que l'ignorance ou les passions ont fait naître dans un trop grand nombre d'âmes, l'esprit de la vieille France sera renouvelé ; les intelligences, dessillées par la vérité et par la justice, comprendront leurs droits comme leurs devoirs, et nous marcherons d'un pas rapide et assuré dans la voie du progrès et du bonheur. C'est beaucoup promettre : M. Octave Noël ne tient aucun compte des passions qui se révoltent aussi bien contre la vérité que contre l'erreur. Je n'aime pas, je l'avoue, dans des livres populaires, des espérances aussi démesurées ; je crains trop l'effet des désillusions. Que l'économie politique se contente de son véritable rôle ! Il est assez beau pour satisfaire aux vues les plus ambitieuses. Il faut traiter cette science comme toutes les autres, comme Pascal traitait la nature humaine : lorsqu'elle s'élève, abaissons-là ! lorsqu'elle s'abaisse, relevons-là, afin qu'elle reste dans les régions moyennes où elle est appelée à accomplir une œuvre si utile, si féconde, si réellement civilisatrice ! En pénétrant, comme il le fera, je l'espère, dans les foyers et surtout dans les écoles, le livre de M. Octave Noël y apportera, sinon le bonheur, au moins la lumière. Il passera avec profit dans les mains les plus diverses. Les jeunes gens s'y formeront à l'étude des matières économiques, les ouvriers et les paysans y apprendront les moyens d'améliorer graduellement leur condition par le travail et par l'épargne, les hommes du monde y recueilleront des notions indispensables sur l'organisation financière du pays; enfin les simples curieux s'y plairont en s'instruisant. M. Octave Noël a réalisé son

programme : il a fait un bon et utile ouvrage, auquel le succès ne manquera certainement pas.

Que pourrait-il désirer de plus ?

CH. GABRIEL.

LE MONDE ET LA VILLE
(*L'Ordre de Paris*, 1^{er} août 1878)

En rendant compte du concert scandinave de samedi dernier, au Trocadéro, nous avons dit qu'un grand nombre de notabilités bonapartistes se remarquaient dans l'assistance.

En outre de ceux de nos amis qui étaient venus applaudir les étudiants de ces contrées où S. A. Mgr le Prince impérial reçoit un si chaleureux accueil et dont nous avons cité les noms, on nous signale encore :

M. Grandperret, ancien ministre, et M^{me} Grandperret ; M^{me} Jules Amigues ; M. et M^{me} Octave Noël ; M. Assézat de Bouteyre, ancien procureur impérial, et M^{me} Assézat de Bouteyre ; M^{me} Lenglé et M. Lenglé fils ; M. Marius Martin, du Puy-de-Dôme.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.
(*L'Économiste français*, 22 mars 1879, p. 18-19)

Histoire du commerce extérieur de la France depuis la Révolution, par M. Octave Noël. 1 vol. gr. in-8°. Paris, librairie Guillaumin et Cie. — Cet ouvrage se présente tout d'abord devant le public avec un évident intérêt d'actualité, au moment où les traités de commerce sont remis en question non seulement en France, mais dans d'autres grands États, qui, très-différents de notre pays sous d'autres rapports, ont avec lui ce point très fâcheux de ressemblance, qu'en matière économique, ils n'obéissent point à des principes rationnels, mais à des influences politiques ou financières, trop souvent aussi à des influences personnelles, et se laissent ainsi entraîner dans un dédale inextricable d'expédients hâtifs, de mesures contradictoires, et finalement dans une véritable anarchie.

M. Octave Noël a pensé avec raison que dans ces circonstances, les leçons de l'histoire ne seraient pas sans utilité pour ramener les esprits à des vues plus saines et plus justes. On vante beaucoup aujourd'hui la méthode expérimentale et la méthode historique, et ce n'est pas nous, assurément, qui contesterons l'excellence et la fécondité de ces méthodes. Mais ce n'est pas tout de les préconiser et de les invoquer : il faut savoir au vrai en quoi elles consistent, et ne pas les confondre, comme on le fait très souvent, avec des systèmes qui n'ont de scientifique et d'expérimental que le nom, et ne sont en définitive que des formes de l'empirisme. Oui, toute science qui ne repose pas sur l'observation des faits est une science vaine ; mais encore faut-il que les faits soient bien observés et logiquement interprétés, et cette condition est aussi indispensable à la formation et à la mise en pratique des doctrines économiques qu'au développement et à l'application des théories physiques ou chimiques ; mais elle y est beaucoup plus difficile à réaliser, et cela pour des raisons faciles à saisir : en premier lieu, les faits qu'il s'agit d'observer et d'analyser sont extrêmement complexes ; les rapports vrais de cause à effet y sont souvent difficiles à distinguer des simples coïncidences ; en second lieu, les passions et les intérêts interviennent constamment et faussent en beaucoup de cas le jugement de l'observateur.

L'emploi de la méthode dite expérimentale ou historique exige donc, chez l'économiste, des qualités toutes spéciales : une attention soutenue, un œil clairvoyant, une intelligence exercée, et surtout un esprit entièrement dégagé de toute idée préconçue, de toute préoccupation personnelle. M. Octave Noël réunit ces qualités. Il n'est ni filateur, ni tisseur, ni armateur, ni négociant. — Bon ! diront les « hommes pratiques », les « hommes compétents » qui prétendent être seuls aptes à traiter et à résoudre les questions industrielles parce qu'ils sont manufacturiers, les questions commerciales parce qu'ils sont commerçants : nous connaissons cela : un économiste de cabinet ! — Eh ! oui, messieurs, ne vous déplaie : un économiste de cabinet, c'est-à-dire un homme d'étude et un homme impartial qui, sans parti pris, sans autre but que de connaître et de faire connaître la vérité, a voulu interroger l'histoire économique de notre temps, c'est-à-dire de l'ère moderne inaugurée par la Révolution française, et qui, simplement et honnêtement, expose les résultats de cette sorte d'enquête, bien préférable à celles où l'on questionne les intéressés sur leurs propres intérêts sans nul souci de l'intérêt public.

Quels ont été, en ce qui concerne les traités de commerce et la politique douanière, les errements, les doctrines, les actes des gouvernements qui se sont succédé en France depuis 1789 jusqu'au moment présent ; et quelles ont été, au point de vue de la prospérité publique, du bien-être des masses et de la paix intérieure et extérieure, les conséquences de ces doctrines et de ces actes ? Voilà ce qu'il faut savoir et ce que montre très clairement M. Octave Noël. Il n'y a point ici de théorie : il y a des faits historiques que tout le monde peut contrôler, et, dont la signification éclate à chaque page du livre, se dégageant d'elle-même ; l'auteur n'a qu'à la prendre telle qu'elle est et à la faire, pour ainsi dire, toucher du doigt. *L'Histoire des traités de commerce* est une œuvre très complète, plus complète même que son titre ne l'indique. L'auteur a compris, en effet, que la politique douanière et commerciale n'est qu'un côté de la politique économique prise dans son ensemble, et ne saurait être étudiée isolément. Aussi, tout en insistant avec plus de soin sur tout ce qui était de nature à éclairer les vicissitudes des traités de commerce et des tarifs douaniers, n'a-t-il rien négligé de ce qui s'y rattache directement ou indirectement. Il a donc écrit ce qu'on pourrait appeler l'histoire économique de la France depuis 1789. Nous recommandons ce livre moins encore à ceux qui s'intéressent particulièrement aux questions de liberté commerciale qu'à ceux qui ont négligé jusqu'ici de s'en occuper ; nous le recommandons plus encore à ceux qui croient pouvoir les résoudre dans un sens contraire à nos convictions. Éclairer les indifférents, convaincre nos adversaires de bonne foi, tel est le but que nous poursuivons dans ce journal ; tel est aussi celui que M. Noël s'est proposé en écrivant son livre, et c'est pourquoi nous lui souhaitons de nombreux lecteurs. Ajoutons que la tâche pour ceux-ci n'aura rien de pénible, car le volume de M. O. Noël est écrit avec clarté, sans sécheresse comme sans longueurs, et tout esprit quelque peu sérieux, y trouvera une lecture facile et attrayante.

LIBRE ÉCHANGE ET PROTECTION, par M. OCTAVE NOËL. Brochure in-16. ; chez Georges Brunax, éditeur, 7, rue Guénégaud et au siège de l'Association pour la défense de la liberté commerciale, 35, rue Bergère. — Dans cet opuscule, M. Octave Noël prend corps à corps la grave question qui se débat aujourd'hui entre les partisans et les adversaires de la liberté des échanges et des traités de commerce. Après avoir dit ce qu'il faut entendre par les mots « libre échange et protection », il montre par des chiffres irréfragables, par des faits évidents, quels ont été dans le passé les résultats du système prohibitionniste et protectionniste ; quels ont été, au contraire, ceux du libre échange, ou, pour parler plus exactement, du régime transitoire des traités de commerce, et enfin ce qui arriverait fatalement si la réaction protectionniste triomphait. La petite brochure de M. Noël est, en somme, un résumé concis et substantiel du débat

qui se déroule en ce moment devant les gouvernements et les législatures, et devant l'opinion publique.

-

(*Le Français*, 3 février 1881)

M. Octave Noël vient d'achever un travail du plus haut intérêt, une Etude historique sur l'organisation financière de la France (chez Charpentier). Nous recommandons très vivement cet ouvrage ; il détruit un préjugé fort répandu. Beaucoup d'esprits, en effet, sont convaincus que l'institution d'une bonne administration des finances de l'État date de ce siècle et que, sous l'ancien régime, il n'y avait rien de pareil. Les recherches de M. Octave Noël ont abouti à démontrer que cette manière de voir était absolument erronée. Les vertus administratives qui nous distinguent aujourd'hui et dont certains sectaires essayent de faire remonter la naissance à l'heure de la révolution sociale et politique de la fin du dernier siècle datent au contraire de très loin, et il n'est pas une ordonnance, un règlement d'ordre public, un rescrit de l'ancien régime qui ne témoigne d'une sollicitude égale à celle de nos gouvernants contemporains pour l'ordre et la régularité dans la perception des deniers publics. C'est là une des vérités que M. Octave Noël a mises en lumière et qui donnent à son ouvrage un intérêt de premier ordre.

BIBLIOGRAPHIE

(*Le Gaulois*, 9 août 1887, p. 4)

Les Chemins de fer en France et à l'étranger, par M. Octave Noël, chez Berger-Levrault et Cie, éditeurs, 5, rue des Beaux-Arts, et chez tous les libraires.

Les nombreuses discussions auxquelles a donné lieu, depuis cinquante ans, le régime des chemins de fer, tant en France qu'à l'étranger, sont exposées et discutées avec une clarté parfaite et une accumulation précieuse de documents, dans le livre que M. Octave Noël, professeur à l'École des hautes études commerciales, vient de faire paraître chez Berger-Levrault.

Économiste des plus érudits, l'auteur a, du reste, en la question, une compétence peu ordinaire. Nous n'en voulons pour preuves que les nombreux ouvrages qu'il a déjà écrits sur les chemins de fer : *la Question des chemins de fer, 1877 le Rachat des chemins de fer, 1882 ; le Réseau et le Budget, 1883, etc., etc.*

Dans ce nouvel ouvrage, M. Octave Noël fait connaître les phases diverses traversées par l'industrie des chemins de fer, en esquissant succinctement le mode d'établissement des voies ferrées dans toutes les contrées du globe et les résultats financiers que leur administration a donnés.

En rapprochant les faits constitutifs de l'histoire des principaux réseaux, il montre que, sauf l'Allemagne, inspirée dans sa conduite par des vues d'ordres purement politique et militaire, les nations des deux mondes qui avaient tout d'abord adopté le régime de la liberté illimitée reviennent graduellement à des vues plus justes, en s'avouant, comme l'Angleterre, les Etats-Unis et la Confédération helvétique, que la concurrence sans frein, loin de profiter aux intérêts du travail et du commerce, les livre le plus souvent à l'égoïsme intraitable du capital, et qu'elles font de sérieux efforts, sinon pour réparer les ruines amoncelées par des fautes antérieures, du moins pour en éviter de nouvelles. Il montre de même que notre pays a été le mieux inspiré, le plus sagement conseillé et dirigé, à l'origine de cette vaste entreprise des chemins de fer, a

laquelle a été peu à peu consacrée une partie considérable de l'épargne nationale que son développement matériel s'est effectué sans secousse et sans danger pour le crédit, tant que furent respectées les règles édictées par les fondateurs du réseau et par l'auteur de la loi de 1865; enfin, que les embarras financiers dont il souffre aujourd'hui n'ont pris naissance qu'avec l'abandon du régime inauguré en 1859, et qu'ils dureront aussi longtemps que sera maintenue, avec le coûteux et inutile réseau d'Etat qui en est le fruit, la législation désordonnée et ruineuse adoptée en 1878.

Toutes ces explications nous dirons plus, toutes ces démonstrations sont accompagnées d'un luxe de documents pour la plus grande partie inédits jusqu'à ce jour, et qui font de ce volume un ouvrage indispensable à tous ceux qui, de près ou de loin, s'occupent d'économie politique.

(*La Revue politique et littéraire*, 29 août 1891, p. 33)

L'Histoire du commerce du monde, dont M. Octave Noël, professeur à l'École des hautes études commerciales, commence la publication, offre un véritable intérêt d'actualité au moment où la question des tarifs douaniers est à l'ordre du jour. Pour l'auteur, en effet, l'exposé du mouvement commercial chez les divers peuples ne doit pas se borner à une nomenclature plus ou moins instructive des productions et des échanges, il consiste surtout à rechercher les causes de la prospérité et de la décadence des nations et à mettre en lumière l'influence exercée par le commerce sur leurs progrès matériels et moraux. Or, comme les mêmes phénomènes économiques se reproduisent constamment à toutes les époques et sous toutes les latitudes par suite des mêmes causes, il est aisé d'apprécier combien l'exemple du passé bien connu et bien compris, peut fournir de précieux enseignements pour l'avenir et influencer sur le règlement des questions commerciales. Dans le premier volume de son ouvrage, qui en comptera trois, M. Noël s'est occupé de l'antiquité, prenant en quelque sorte les peuples à la première heure de leur lutte pour la vie ; il a passé successivement en revue les Hébreux, les Assyriens, les Indiens les Égyptiens, l'Inde, la Grèce et Rome, et il a poursuivi son étude jusqu'à la fin du moyen âge. Son travail est accompagné de planches hors texte, de tableaux graphiques et de cartes très exactement dressées.

UNE HISTOIRE DU COMMERCE DU MONDE

(*Le Messager de Paris*, 30 mars 1894, p. 2)

M. Octave Noël, professeur à l'École des hautes études commerciales, a entrepris de raconter en trois gros volumes une histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés jusqu'aux temps présents.

Le premier volume se rapportait aux temps anciens et au moyen âge; il a été couronné, l'an dernier, par l'Académie des sciences morales et politiques. Le second volume vient de paraître ¹. Après avoir exposé les immenses découvertes maritimes de Vasco de Gama, de Christophe Colomb, de Jacques Cartier et de Magellan, il montre les conséquences que ces découvertes ont eues pour le monde, il fait voir le profit qu'en ont tiré les Portugais, les Espagnols, puis les Hollandais, les Français et les Anglais, aux Indes comme en Amérique.

¹ Histoire du Commerce du monde, par Octave Noël, chez Plon, Nourrit et Cie, Paris, 1894, gr. in-8°, 20 francs.

Toute cette partie de l'ouvrage constitue une [fort intéressante monographie de la découverte et de la colonisation des nouvelles terres](#).

Mais l'auteur ne perd point de vue le côté spécial de son sujet, et il aborde bientôt l'histoire des grandes Compagnies de commerce qui exploitèrent la plupart des territoires découverts. En même temps, nous suivons les conséquences, en Europe, de l'afflux des métaux précieux après la conquête des deux Amériques, l'organisation des Banques, du crédit et des systèmes monétaires.

Le second volume s'arrête au seuil de la Révolution française, réservant au troisième le récit des transformations si complètes que les dix dernières années du dix-huitième siècle et tout le dix-neuvième siècle ont produites dans la vie économique des peuples civilisés.

Les principaux sujets traités dans l'ouvrage que nous avons sous les yeux sont donc, après la découverte du nouveau monde et son occupation par les Européens : les Hollandais dans les Indes, les Français en Asie, les Anglais dans l'Amérique du nord, la fondation de la Nouvelle-France, la traite des nègres, le commerce européen dans le bassin de la Méditerranée, les relations de la France avec l'Égypte, l'Abyssinie et le Siam, les luttes de tarifs, les tarifs de Colbert, [les Indes françaises avant et sous Dupleix, les essais de colonisation dans Madagascar](#), l'émancipation des colonies anglaises de l'Amérique du nord, la perte du Canada.

Une des parties les plus intéressantes de cette histoire du commerce du monde est sans contredit l'exposé des conséquences qu'entraînèrent dans les habitudes et les relations commerciales en Europe, les découvertes maritimes des quinzième et seizième siècles.

Le commerce, exclusivement terrestre jusque-là, se transforma en commerce maritime. Le second effet fut de changer les routes du trafic international et d'enlever aux États italiens de la Méditerranée, le monopole des transactions commerciales. Gênes avait méconnu le génie de Colomb. Venise tremblait pour son marché des produits de l'Orient.

Les Relations des ambassadeurs vénitiens, publiées dans la collection des Documents inédits sur l'Histoire de France, attestent que des agents savants et dévoués, représentant Venise à l'étranger, tenaient la république au courant, jour par jour, des incidents économiques et politiques du temps, et notamment des découvertes effectuées et des voyages entrepris. Le patricien Conti donnait des détails sur Calicut ; Priuli prédisait la baisse inévitable de la valeur des « épicerie ». Venise pouvait donc prévoir que le monopole du commerce indien allait lui être ravi.

Aussi la nouvelle officielle des succès de Vasco de Gama causa-t-elle un grand émoi dans la ville des doges.

« La ville entière fut comme glacée d'effroi, dit Priuli. Les gens les plus sages disaient que jamais plus grand malheur n'avait atteint la République. Chacun comprit que l'Allemagne, la Hongrie, la Flandre, la France, obligées autrefois de venir acheter les épices, allaient trouver maintenant ces dernières à bien meilleur marché à Lisbonne. Les épicerie qui arrivent à Venise par l'Égypte, la Syrie et autres pays du sultan paient en divers lieux des droits si élevés que ce qui a coûté à l'origine un ducat, Venise peut le vendre soixante et quelquefois cent ducats. Le voyage de mer supprimant tous ces droits, Lisbonne va pouvoir fournir à bas prix ce que Venise devra toujours vendre à des taux exorbitants. »

M. Octave Noël donne d'intéressants détails sur les intrigues que la République vénitienne essaya de nouer au Caire avec le sultan d'Égypte pour obtenir son concours contre les Portugais dans la mer Rouge et l'océan Indien. Finalement le sultan abandonna les Vénitiens. D'ailleurs les Turcs semaient la ruine sur toutes les côtes de l'Afrique septentrionale, prenaient Chypre et Candie et infestaient les mers. Les fameuses « Échelles du Levant » (du mot turc *ischelé*, lieu de débarquement) jadis si

fréquentées, devenaient peu à peu des repaires de pirates contre lesquels les pays chrétiens des rives opposées étaient obligés de se coaliser.

Heureusement, la possibilité de tourner le continent noir et de parvenir directement par mer aux Indes, débarrassait l'Europe de l'intermédiaire des Turcs dont elle eût été, sans ce dérivatif, la tributaire. Mais les États de la Méditerranée allaient s'appauvrir en même temps que l'Europe occidentale lançait des centaines et des milliers de navires sur l'Océan devenu la grande voie de communications commerciales.

Les marchés d'approvisionnement des denrées de l'Orient se multiplièrent. Ces denrées qui atteignaient des prix souvent inabordables, en raison des difficultés que l'on avait à se les procurer, et de l'avidité des intermédiaires, purent s'obtenir à des conditions moins onéreuses. L'abaissement de la valeur des objets de consommation européenne ou étrangère est, en effet, un des phénomènes les plus saillants de cette période, et il est dû à la fois à l'abondance de ces objets sur les marchés et à l'accroissement des instruments d'échange coïncidant avec la découverte des métaux précieux et leur importation en Europe. Le bien-être et le luxe se développèrent partout en même temps que les moyens de les satisfaire.

Toute cette révolution se résume pittoresquement en ces quelques traits de la vie postérieure aux découvertes : « se pavaner dans des salons tendus en étoffes de Damas, fouler aux pieds des tapis de Perse, s'envelopper de vêtements tissés dans l'Inde, savourer, dans la porcelaine du Japon, le thé de la Chine, le café de Moka ou de la Martinique édulcoré par le sucre des Antilles ou de Siam, fumer le tabac de la Virginie ou de la Havane, assaisonner les aliments avec les épices des Moluques, orner son jardin des arbres et des plantes du Cap et de la Nouvelle-Hollande, tisser le coton, savourer la pomme de terre, » etc.

L'Italie resta longtemps encore prospère à cause des ressources de son sol qui produisait le blé, le vin, le soufre, l'alun, les marbres, les métaux. Grâce à l'élevage du bétail, au commerce de la laine et de la soie, grâce enfin aux bénéfices de l'industrie, du commerce et de la banque, Venise et Gènes servirent encore d'entrepôts aux denrées de l'Orient, Florence avait des comptoirs dans tous les pays étrangers, de Bruges au Caire. Sismondi et Zeller sont d'accord pour dire qu'à la fin du quinzième siècle, le capital productif de l'Italie égalait à lui seul celui de tous les autres États du continent réunis.

On trouvera dans notre auteur, au chapitre que nous analysons pour donner une idée de sa méthode d'exposition et de l'intérêt du sujet traité, de curieux détails, empruntés aux documents contemporains, sur le luxe des particuliers dans l'Italie de la Renaissance, sur la richesse des familles patriciennes ou de celles qui avaient grandi par le négoce, à Rome ou à Florence : splendeur des monuments, œuvres des grands maîtres de la peinture et de sculpture, marbres, tapisseries, tentures, somptuosité des costumes, luxe des livres et des reliures, des bijoux, des armes, etc.

L'industrie et le commerce n'étaient pas moins florissants à cette époque dans une autre partie de l'Europe, dans les villes de Flandre enrichies par leurs relations avec la ligne hanséatique de la mer du Nord et de la Baltique.

On y fabriquait des étoffes de laine, des tapisseries, des velours. Des vallées de l'Escaut et de la Meuse aux îles de la Zélande cette activité industrielle était ininterrompue ; dans le Nord abondaient les manufactures de draps et de toiles fines, Anvers, au milieu du seizième siècle, était un des plus vastes marchés du continent. On y arrivait par mer « d'Angleterre en un jour, d'Ecosse en trois, du Danemark en cinq, d'Espagne et de Portugal en dix ». La ville avait de 150.000 à 170.000 habitants, elle contenait un millier de maisonnée commerce étrangères.

Dans la seule année 1506, on importa en Flandre et dans les Pays-Bas, par le seul port d'Anvers, pour 1.600.000 ducats d'épicerie et de sucre, et le ducat, nous dit M. Octave Noël, représentait environ cinquante francs de notre monnaie. En 1550, Anvers reçut de l'Italie pour un million de ducats de soie écrue et façonnée, de

« camelot » et de drap d'or. En 1566, la même importation dépassait trois millions de ducats. En même temps s'était développé le commerce des grains, des bois et des lins.

La France fournissait des vins aux Pays-Bas, l'Espagne et l'Angleterre donnaient à Bruges la laine, matière première pour ses manufactures.

Guichardin estimait à 12 millions de ducats le commerce entre les Pays-Bas et Flandre et l'Angleterre, en 1566, c'est-à-dire à l'époque où les Pays-Bas révoltés contre l'Espagne se constituèrent en République des Provinces-Unies. La Belgique resta sous le joug espagnol et Anvers fut déchue de sa splendeur, remplacée par Amsterdam qui devint l'entrepôt des produits du monde entier. Dans le même temps, l'émigration des artisans flamands en Angleterre fondait en ce pays la prospérité des manufactures de laines.

En France, Louis XI avait fait beaucoup pour le commerce : service de la poste, exploitation des mines, industrie de la soie à Lyon, manufacture royale de drap d'or et d'argent, plantations de mûriers, police des routes, etc.

Ces progrès furent continués sous François 1^{er}. Ce roi exécuta l'idée qu'avait eue Louis XI de créer le port du Havre-de-Grâce. « Paris, Rouen et le Havre, disait-il, ne sont qu'une seule ville dont la Seine est la grande rue. » Des réfugiés florentins, génois, milanais et napolitains développèrent chez nous l'industrie de la soie. En 1546, un ambassadeur vénitien comptait huit mille métiers à Tours. L'orfèvrerie, la découverte du secret de la faïence émaillée faisaient naître une grande industrie artistique. Déjà se posaient les questions de libre-échange et de protection. L'importation était assez lourdement taxée sous François 1^{er} et Henri II ; on se persuadait qu'un peuple s'enrichit en vendant sans acheter; aussi l'exportation était-elle à peu près libre.

D'une manière générale, l'importation des produits exotiques, rapportés des régions nouvellement conquises, se faisait librement dans les divers pays d'Europe au lendemain des découvertes. Mais bientôt ce système libéral fit place à des restrictions de plus en plus nombreuses et tracassières [à mesure que se développèrent chez ces nations la jalousie et l'esprit de monopole après la consolidation de leurs établissements coloniaux.](#)

Nous avons, dans les lignes qui précèdent, voulu présenter un rapide tableau des scènes mouvantes et pittoresques par lesquelles nous fait passer l'auteur de *Histoire du Commerce du Monde* dans un des premiers chapitres de son volume. Il sera aisé de comprendre, nous l'espérons, l'intérêt que présente un ouvrage conçu dans cet esprit et conduisant son récit jusqu'à la révolution.

ÉLIE BÉLOU.

Les coulissiers et leurs commanditaires
(*Paris-Capital*, 9 mars 1898)

La maison Schmieder et Cie* (500.000) avec onze commanditaires dont MM. Cahen, Camondo, Octave Noël, Sgouta, Morawitz, Cavaré, Retsina, etc. ;

LES LIVRES NOUVEAUX
(*Le Journal des débats*, 11 juin 1902, p. 2)

Le Socialisme et la Question sociale, par OCTAVE NOËL, professeur d'économie politique à l'École des Hautes Études commerciales. Lauréat de l'Académie française et de l'Académie des Sciences morales et politiques. 1 fort volume, Pedone, éditeur, 1902.

Dans ce volume de plus de cinq cents pages, M. Noël s'est proposé d'étudier le socialisme sous toutes ses faces, et d'opposer aux différentes doctrines qu'ont adoptées les diverses sectes socialistes les réfutations successives auxquelles elles ont donné lieu. Il a pris la méthode qui consiste à analyser quelle serait l'action du socialisme sur les principaux phénomènes économiques et sociaux. Il a donc procédé à cet examen dans une série de chapitres qui forme la première partie de son ouvrage. Quel serait l'effet de l'organisation du socialisme à l'endroit de la propriété, du capital, du travail, de la question religieuse, de la famille de l'enseignement, de l'armée, de la magistrature, des mines, de la spéculation, des banques du crédit, du fonctionnarisme, des finances, de l'impôt ? Cet effet, évidemment, serait mauvais sur toutes ces formes de l'activité économique et sociale, puisque le socialisme détruit la propriété et son corollaire la liberté du travail.

La seconde partie du volume contient les « remèdes et solutions à la question sociale ». Tout en défendant le principe de la liberté économique, l'auteur estime qu'il est bon de mettre dans les rouages de la machine sociale quelque peu d'huile altruiste afin d'en rendre la marche plus facile et plus douce. Il passe donc en revue les remèdes empiriques, déjà plus ou moins expérimentés, comme les institutions de charité, les associations, la participation aux bénéfices, les réformes administratives, les retraites ouvrières. Il n'en conseille exclusivement aucun, mais pense que l'on peut faire, suivant les cas, un emploi raisonné de chacun d'eux. Enfin, après avoir, en peu de pages, traité de la loi naturelle et de la « loi sociale », M. Noël résume, dans sa conclusion, les opinions qu'il a émises au cours de son livre et dont nous avons plus-haut essayé de résumer brièvement les principales.

L'ouvrage est composé et écrit de façon distinguée. L'auteur a emprunté aux faits actuels politiques et économiques de nombreux exemples dont il a enrichi ses exposés. Les documents, d'ailleurs nécessaires dans un travail de cette espèce, sont abondants ; la bibliographie a été faite avec soin et choisie avec beaucoup de sagacité. Après tant d'ouvrages écrits sur cette matière si étendue du socialisme, celui-ci pourra rendre d'utiles services. — A. L.

ÉCHOS

(*Le Mot d'ordre*, 21 juillet 1906, p. 1)

Vient de paraître le troisième volume de *l'Histoire du commerce du monde, depuis les origines jusqu'à nos jours*, de M. Octave Noël, professeur à l'École des Hautes Etudes Commerciales.

Les deux premiers volumes ont été couronnés par l'Académie des Sciences Morales et Politiques et par l'Académie française, qui a décerné le prix Therouanne à leur éminent auteur. Le troisième volume vient de recevoir de l'Académie française le prix Fabien.

L'HISTOIRE DU COMMERCE DU MONDE

(*Le Figaro*, supplément littéraire du 1^{er} décembre 1906, p. 4)

Dans sa dernière séance, l'Académie française décernait le prix Fabien au troisième volume du bel ouvrage consacré par M. Octave Noël à *l'Histoire du commerce du monde*. On lira avec un vif intérêt ces éloquents considérations qui sont, en quelque sorte, le résumé de la longue et minutieuse enquête poursuivie par le savant professeur à l'École des hautes études, membre du Comité des travaux historiques et scientifiques.

Actuellement toutes les routes principales que doivent ou devront suivre les échanges sont ou créées, ou en construction, ou en projet et, en tout cas, à l'étude.

En Asie, la brèche est ouverte ; la pénétration européenne s'y accentue de plus en plus promptement, même avec le concours des races jusqu'ici les plus réfractaires à l'intervention de l'étranger, et les chemins de fer, dont les populations de cette région les plus hostiles à la civilisation occidentale commencent à reconnaître les avantages, ne tarderont pas à s'enfoncer jusqu'au cœur de la Chine et à parcourir les plateaux naguère inaccessibles de l'Asie centrale. L'Amérique latine a, depuis vingt-cinq ans, réalisé de véritables prodiges dans cette voie : elle a été parcourue presque entièrement ; ses immenses territoires ont été explorés en tous sens par des caravanes de savants, de missionnaires, de géologues, de géographes et d'ingénieurs, qui ont sillonné ses fleuves et ses rivières, fouillé et sondé les gigantesques arêtes de la Cordillère qui la sépare en deux versants, évalué ses ressources et jalonné les routes que les ingénieurs ont commencé à construire sur quelques points et que les commerçants doivent suivre après eux.

.....

La domination commerciale, qu'on ne l'oublie pas, appartiendra dans l'avenir aux peuples qui pourront produire et transporter aux meilleures conditions et le moins chèrement. Or là réside le danger pour les vieilles nations civilisées d'Europe que leurs fautes, plus que leurs progrès encore, ont surchargées outre mesure. Sur ce point, les races neuves possèdent sur elles une supériorité évidente qu'elles garderont jusqu'au jour où le désir d'aller vite et de faire grand, le dédain très humain de l'expérience acquise par leurs aînées les auront poussées à escompter l'avenir et à demander à l'effort immédiat mais coûteux ce que le temps seul peut donner sans crise et en ménageant les transitions. Le Japon, glorieux et fier de ses succès, apprendra à ses dépens, plus tôt qu'il ne le croit, ce que coûte l'ambition de compter parmi les grands États et de s'engager hâtivement, sans y être suffisamment préparé, dans les voies d'une civilisation séculaire. La guerre y engendrera les dettes, puis les impôts qui, à leur tour, accroîtront le prix des choses de la vie et donneront naissance à des souffrances sociales, en même temps qu'ils pèseront sur la valeur de la production et des échanges ; ce sera la rançon de ses succès. Il en sera probablement de même pour la Chine, que les derniers événements ne tarderont pas à réveiller de sa torpeur et dont l'endurance, l'activité, l'esprit d'épargne et de sacrifice de ses populations demeurent, pour la prépondérance économique de l'Europe et des États-Unis, une grave et imminente menace. Les philosophes peuvent espérer que le calme succédera un jour à la secousse causée par ces enfantements successifs à la civilisation, ainsi que par les ébranlements qui les auront suivis, et que, peu à peu, l'équilibre se rétablira. Assurément, c'est une loi de nature, mais son application ne dépend pas uniquement de la volonté des hommes, et jusqu'à ce qu'ait pu se réaliser cet équilibre auquel collaboreront, avec le temps, les progrès des relations internationales et de la sociabilité, [toutes les théories économiques, toutes les affirmations pacifiques, tous les hymnes chantés en faveur de la fraternité des peuples et de l'unification morale du globe ne prévaudront pas contre la diversité des intérêts, des races et des civilisations](#). L'état actuel du monde ne permet pas de présager la réalisation, même lointaine, d'un pareil idéal. De toutes parts, au contraire, l'esprit de lutte et de concurrence semble prendre force et consistance. Dans le Nouveau Monde, les États-Unis, longtemps étrangers aux bruits du dehors, rebelles par tradition et par tempérament à toute institution militaire permanente, n'ont pas su résister aux séduisantes promesses de l'impérialisme, et ils sont en voie de se constituer une puissante marine de guerre destinée à protéger et à soutenir partout les intérêts de leur flotte commerciale. L'Asie, à peine sortie de son immobilité hiératique, proteste déjà avec vigueur contre l'ostracisme dédaigneux dont souffrent ses races dans d'autres continents, et le vingtième siècle la verra prendre sa revanche et s'agiter, dans ce but,

jusque dans ses profondeurs. L'Europe elle-même, si riche et si fière de sa civilisation, n'est pas à l'abri de secousses périlleuses ; de nombreux ferments de discorde y subsistent, et, malgré les efforts de la diplomatie, les antipathies de races et les divergences d'intérêts, demeurées vivaces, y peuvent soudain dégénérer en conflits sanglants.

Il serait donc puéril de croire à l'avènement prochain de la paix universelle ; cet âge d'or, s'il doit jamais venir, n'apparaîtra qu'après des luttes ardentes et des épreuves douloureuses. Les peuples, obéissant aux lois naturelles qui mènent l'humanité, ne consentiront pas bénévolement à restreindre leur puissance productrice et à renoncer de leur plein gré à la place qu'ils croient devoir leur appartenir dans le domaine des échanges. À défaut de luttes armées, ils engageront des luttes de tarifs mitigées graduellement -par des traités, jusqu'à ce que, mûris par l'expérience et mieux instruits de leurs véritables intérêts, ils cessent d'aggraver leurs difficultés et leurs malaises en se résignant à une atténuation de la politique de protection systématique qui n'a pas été étrangère à l'accroissement prématuré et exagéré de la production chez quelques-uns d'entre le eux.

.....
Toutes les races seront-elles aptes à supporter les aléas de l'évolution qui se prépare et à traverser sans graves souffrances la période de transition dont nous approchons ?

Là gît un terrible problème. L'Europe est, depuis plus de vingt siècles, en possession de la maîtrise du globe. Après des luttes terribles soutenues contre les entreprises de l'Asie, ses nationalités naissantes ont vu s'effondrer des empires immenses qui, après des périodes d'éblouissante prospérité, emportaient avec eux le secret de leur grandeur et de leur puissance. Depuis lors, elle n'a cessé d'étendre sa sphère morale et de se faire l'initiatrice des grands courants de civilisation qui ont transformé la terre. C'est elle qui a inauguré l'ère du respect de l'homme, de sa liberté et de sa conscience, vertus que le continent asiatique avait méconnues ou rarement pratiquées ; c'est elle qui, la première, a donné cours aux rapports d'échange régulièrement organisés entre les peuples, qui a introduit l'esprit de sociabilité dans les relations internationales ; c'est elle enfin qui, par son génie, son intelligence, sa puissance financière et politique, son expérience, son savoir, ses richesses, son influence sur les autres continents dont elle a contribué à peupler et à défricher les solitudes et qu'elle a conduits elle-même dans les voies de la prospérité, a accru la valeur des éléments de production que la nature a généreusement répartis à l'humanité. C'est donc à elle que semble réservé le soin d'indiquer la route à suivre, d'apaiser les impatiences irraisonnées, de refréner les appétits trop violents et d'arrêter les races plus jeunes ou moins expérimentées dans les entreprises de nature à compromettre les résultats acquis et à interrompre la marche graduelle de la civilisation. Dans cette Europe, trois peuples émergent au-dessus des autres par leur passé, par leurs richesses et par le perfectionnement de leur outillage commercial : la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France.

La première domine sur trois cents millions d'êtres humains répartis dans les deux hémisphères, et, par la puissance de sa marine et de ses capitaux, elle est intéressée dans toutes les entreprises qui touchent au développement des échanges.

L'Allemagne n'a cessé, depuis 1815, de progresser ; avec le concours des événements, autant que par l'énergie de sa population dense, prolifique, laborieuse et persévérante, elle a pris, dans toutes les régions du globe, une place qu'elle étend, agrandit et fortifie sans interruption, et elle est, à l'heure présente, un des facteurs les plus importants du progrès humain.

La France a pour elle son génie créateur, son endurance, son goût affiné, son admirable esprit d'épargne et ce culte de l'idéal, aussi puissant sur les créations de la matière que sur celles de l'imagination, qu'elle a puisé dans ses traditions originelles et dans sa foi religieuse. Malheureusement, ses charges, déjà plus lourdes que celles de ses rivales, deviennent inquiétantes, et les divisions de plus en plus profondes entre les

citoyens qu'engendrent ses crises intérieures, l'indifférence presque fataliste qui semble parfois l'envahir, sa condescendance muette pour les théories nouvelles ou subversives et l'abandon des mâles vertus auxquelles elle doit sa primauté morale lui créent, dans le conflit des intérêts mercantiles, où la question du prix de revient et le souci des besoins à satisfaire jouent un rôle prépondérant, une infériorité qui déjà se fait sentir cruellement et que sa durée pourrait rendre irrémédiable. Depuis vingt ans, elle perd du terrain et elle se laisse devancer par des nations plus jeunes, plus vigoureuses, mieux disciplinées, et dont les produits, sans posséder les qualités précieuses qui caractérisent ceux de la France, répondent mieux aux nécessités immédiates de la consommation mondiale.

Sa mission, cependant, n'est pas remplie ; beaucoup d'œuvres, conçues et entreprises par elle, restent inachevées, et il lui appartient, plus qu'à toute autre, de les conduire à leur terme ; son passé glorieux, la part immense qu'elle a prise à l'éclosion et à l'épanouissement de la civilisation dans le monde occidental, après la disparition des deux peuples qui furent les dépositaires de la beauté et de la sagesse antiques, lui font un devoir de se ressaisir, de ne pas se laisser envahir par la gangrène morale qui naît de l'abus des jouissances, et de demeurer, dans l'ère qui vient de s'ouvrir, à la tête de tous les progrès matériels et moraux, le centre de toutes les aspirations vers une humanité meilleure et vers une société plus parfaite.

À moins que la vie ne soit un perpétuel recommencement, que la destinée de l'homme ne le condamne à concevoir toujours au delà des réalités, à ne jamais atteindre la perfection à laquelle il aspire, à entrevoir de loin, comme Moïse, la terre de ses rêves sans y jamais pouvoir pénétrer, et qu'il n'entre dans les secrets de la Providence d'obliger les races humaines à remonter et à redescendre sans cesse, et tour à tour, le courant de la civilisation, afin d'assouplir leur orgueil, de leur faire mieux sentir la faiblesse de leur conception, la fragilité de leur nature et le néant des plus grandes choses !

Octave Noël.
